

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 09/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INNOSPEC FRANCE SA

17, route de Rouen
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.24.11.388.SG
Code AIOT : 0005801773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement INNOSPEC FRANCE SA implanté 17, route de Rouen 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 29 octobre 2024 s'inscrit dans le cadre d'un exercice de mise en oeuvre du Plan d'Opération Interne (POI) sans information préalable de l'exploitant.

L'exercice a été initié par la DREAL, et réalisé avec le concours du SDIS de l'Eure.

L'objectif est de tester la réactivité et les moyens d'intervention de l'usine INNOSPEC afin d'estimer la suffisance des moyens humains et matériels pour faire face à un accident majeur de type incendie de rétention.

Il est rappelé que l'exploitant dispose de 2 schémas d'alerte: l'un en période d'activité qui met en oeuvre dans un premier temps les Equipiers de Seconde Intervention du site; l'autre en période hors activité qui repose entièrement sur l'intervention des secours publics.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INNOSPEC FRANCE SA
- 17, route de Rouen 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005801773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société INNOSPEC, implantée au 17 route de Rouen sur la commune de Saint-Marcel, est autorisée à exploiter une installation de fabrication d'additifs pour le traitement du fioul lourd en référence à l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2015.

Le site est classé Seveso Seuil Bas relativement à la présence de produits dangereux pour l'environnement de catégorie 2 - rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article chap II article 5	Demande d'action corrective	3 mois
2	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V c)	Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/01/2015, article 8.1.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 19/01/2015, article 7.7.8.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V f)	Sans objet
4	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V g)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'exercice, l'inspection a observé sur le terrain et au sein du Poste de Commandement Exploitant, la mise en oeuvre du Plan d'Opération Interne (POI) du site dans le cadre d'un exercice d'incendie du parc de stockage extérieur.

L'exploitant a mis en oeuvre sur le terrain, la stratégie de défense développée dans la fiche reflexe 7 en cas d'incendie du parc extérieur.

L'inspection a établi une liste d'observations et soulevé des problématiques qu'il convient que l'exploitant prenne en compte dans la mise à jour de son POI, qu'il transmettra au SDIS et à l'inspection **sous 3 mois**.

L'inspection rappelle que l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées, mentionne les éléments devant se trouver dans le POI.

L'inspection invite l'exploitant à solliciter systématiquement le SDIS dans le cadre des exercices POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article chap II article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Elaboration d'un POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : Conformément à la réglementation, l'établissement dispose d'un plan d'opération interne daté du 21 décembre 2021. Néanmoins, le site doit procéder à la mise en jour en raison des évolutions intervenues sur le site depuis la dernière version, et des commentaires de l'inspection. La mise à jour devra prendre en compte : - les modifications intervenues dans les installations, et notamment la mise en place du mur coupe feu entre le parc extérieur et le parc de stockage vrac ou la suppression de la cuve de fuel qui était mitoyenne du parc. Par ailleurs, l'exploitant nous a indiqué que le stockage des liquides inflammables en rack dans la zone SR4 du parc extérieur doit prochainement être remplacé par des armoires fermées avec détection et extinction automatique. L'ensemble de ces modifications contribue à réduire les risques sur le site. De ce fait, l'étude de dangers et le POI du site doivent être mis à jour en conséquence: - des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs - du retour d'expérience des exercices POI réalisés
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son POI sous 3 mois afin de répondre aux observations formulées dans le présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V c)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a sélectionné pour l'exercice le scénario d'incendie du stockage extérieur. Dans l'étude de dangers de 2014, le scénario 2 correspond à l'incendie généralisé du parc extérieur, le scénario 2bis à l'incendie d'un GRV. Pour son POI, l'exploitant a choisi de modéliser un incendie de la sous rétention 4 (contenant les produits avec les points éclair les plus bas). Cependant, la stratégie déployée concerne l'incendie dans la plus grande rétention (SR3).</p> <p>La stratégie de défense incendie sur le parc extérieur est détaillée dans la fiche reflexe 7. Elle consiste en la mise en place de tapis de mousse sur les sous rétentions adjacentes (2, 4 et 5) afin d'éviter la propagation, puis en l'extinction de la sous rétention en feu.</p> <p>L'inspection a fait les constats suivants:</p> <p><i>En salle POI</i></p> <p>1/ Le directeur des opérations internes dispose en salle POI du matériel décrit dans le plan, à savoir entre autres le classeur des Fiches de Données de Sécurité des produits chimiques, le tableau paper board, un téléphone. La salle ne dispose pas de pendule. Le POI est présent dans la salle, notamment la fiche réflexe n°7 qui précise:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les intervenants - les EPI à mettre en oeuvre - un schéma de la stratégie à déployer - le déroulement de l'instruction : pour ce scénario, l'opération est découpée en 5 postes : <ul style="list-style-type: none"> a/ POSTE 1 établissement d'une lance à mousse 800L/min depuis le poteau incendie n°2 b/ POSTE 2 établissement d'une prise d'eau sur le poteau n°1 c/ POSTE 3 établissement d'une queue de paon sur la prise d'eau du poteau 1 d/ POSTE 4 établissement d'une lance à mousse 200L/min sur la prise d'eau du poteau 1 e/ POSTE 5 mise à disposition d'émulseur <p>2/ le SDIS ainsi que le magasin voisin BricoCash ont été prévenus par appel téléphonique. La DREAL, la préfecture et la mairie ont été prévenues par mail de l'exercice.</p> <p><i>Sur le terrain</i></p> <p>1/ les ESI se sont équipés dans le local dédié. L'inspection et le SDIS ont remarqué que les équipements étaient vétustes et recouverts de poussières.</p>

- 2/L'inspection a constaté du bon respect du déroulé de la fiche reflexe.
 3/Les lances et queue de paon ont été mises en eau. Elles ont fonctionné correctement.
 4/Du fait de la présence du mur coupe-feu, les ESI sont passés du côté parc extérieur

Al'issue de l'exercice, l'inspection et le SDIS apportent plusieurs observations à l'exploitant. Plusieurs problématiques ont été soulevées:

- les talkie walkie ne sont pas opérationnels. L'exploitant indique avoir contacté un prestataire pour le remplacement de ceux-ci.
- le PC Ex ne dispose pas de pendule comme le mentionne le POI.
- les plans utilisés en salle PC Exploitant et sur le terrain ne sont pas identiques et pas à jour. De plus, il conviendrait de disposer dans la salle de report d'alarme, d'un plan afin de localiser immédiatement la zone de détection.
- En particulier, la présence du mur coupe-feu n'est pas prise en compte. Le schéma présenté dans le POI n'est pas à jour. En effet, l'exploitant a mis en place, conformément aux prescriptions de l'arrêté complémentaire du 10 février 2023, un mur coupe feu 4h entre le parc vrac et le parc extérieur pour éviter le risque d'effet domino en cas d'incendie.
- Dans le cadre de l'exercice, l'alerte aux autorités a été faite par mail. Il convient que, en cas de sinistre réel, l'alerte se fasse par téléphone et que l'ensemble des voisins soit alerté (un seul des voisins a été appelé).
- Il conviendrait de disposer d'une salle POI plus adaptée à la présence des intervenants. L'exploitant a précisé être en travaux et disposer prochainement d'un autre local.
- une problématique de stratégie d'intervention ainsi qu'une problématique de gestion des eaux d'extinction ont été évoquées. Elles sont détaillées dans les points de contrôle n°3 et 4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de **mettre à jour son POI sous 3 mois** en tenant compte des observations ci-dessus. Il devra en outre s'assurer de la cohérence des informations contenues dans le POI, et mettre à jour les plans à disposition.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V f)

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

Constats :

<p>L'arrivée du SDIS sur le site a été simulée par un lieutenant participant à l'exercice.</p> <p>Le Permanent Communication est chargé selon le POI d'organiser l'accueil des autorités. L'inspection a constaté qu'un agent a été placé en début d'exercice à l'entrée du site. Il accueille le SDIS à son arrivée.</p> <p>Par ailleurs, le DOI a été en mesure de présenter, au PC Exploitant, l'état des stocks à jour - de manière informatique - ainsi que le classeur papier contenant les Fiches de Données de Sécurité des produits susceptibles d'être présents sur la zone concernée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V g)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la formation des ESI du site est recyclée une fois par an, et qu'il réalise 3 à 4 exercices POI par an.</p> <p>Le POI, dans le chapitre 5, précise le rôle des acteurs : Directeur des Opérations Internes, Permanent Intervention, Permanent Communication. Il demeure que les éléments sont très généraux et ne permettent pas de définir clairement les attributions.</p> <p>L'exploitant indique l'existence de mémos pour les différents acteurs, ceux-ci ne sont pas dans le POI.</p> <p>L'inspection souligne entre autres que le DOI est le pilote des opérations en cas de sinistre, son rôle est de définir les objectifs et de coordonner les différents acteurs en se tenant informé des évolutions. Cela induit que le PC Exploitant est le centre névralgique des opérations, il doit pouvoir accueillir les acteurs internes et externes et disposer de manière claire des informations requises par ceux-ci.</p> <p>L'inspection encourage l'exploitant à solliciter le SDIS lors de prochains exercices. Elle recommande également suite aux observations réalisées, de définir précisément le rôle des acteurs, dans un objectif d'efficacité en cas de sinistre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2015, article 8.1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en équipements et en personnel

Prescription contrôlée :

La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 8.1.1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :

- la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;
- l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m^2 compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de $1\,800 \text{ (kW/m}^2\text{)4}^3\text{.s}$ ni la valeur de 8 kW/m^2 , sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;
- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.

Constats :

Le POI de l'exploitant précise un temps de mise en œuvre de la stratégie d'environ 10 minutes. L'inspection a constaté lors de l'exercice que le délai de mise en œuvre (temps d'arrivée des ESI, temps qu'ils s'équipent + temps de déploiement des équipements d'extinction) est trop long par rapport à la cinétique de déploiement de l'incendie.

L'exploitant a mis en place depuis 2015 des mesures visant à réduire les zones d'effet des scénarios d'incendie dans le parc extérieur: création de sous rétentions, mise en place de murs coupe feu 4h en périphérie nord et ouest, mise en place de rétentions déportées avec regard coupe feu, dispositif de détection. En 2023, un mur coupe feu 4h a été ajouté entre le parc extérieur et le parc vrac.

L'étude des effets thermiques présentée dans le POI est celle de l'incendie de la sous rétention 4. L'inspection relève que la modélisation ne prend pas en compte ce nouveau mur coupe feu.

Ensuite, le schéma de stratégie présente des moyens humains dans les zones d'effets thermiques 3 et 5 kW/m^2 , ce qui est conforme à la prescription. Néanmoins, le SDIS alerte l'exploitant sur l'exposition aux flux thermiques : lors de l'exercice, les ESI sont passés du côté parc extérieur alors que dans la réalité, malgré leurs équipements, ils ne pourront pas y passer compte-tenu des flux thermiques générés par l'incendie. Pour garantir une intervention en sécurité du personnel, il convient de se positionner idéalement en dehors de la zone des 3 kW/m^2 , puis de progresser vers la zone en feu.

Ainsi, si la stratégie consistant à protéger d'abord les installations voisines et ainsi éviter la propagation du feu est bonne, cette dernière soulève des problématiques de sécurité pour les ESI dans sa mise en œuvre telle que décrite dans le POI. Pour éviter ces problématiques, il convient de prendre en compte les flux thermiques émis pour l'implantation des lances et des équipes d'intervention

De plus, dans les faits, l'inspection considère que les dispositifs mis en place pour limiter la surface en feu sont insuffisants. En effet, le stockage étant réalisé sur des racks placés à cheval sur

2 zones, un incendie démarrant d'un côté du rack, soit dans une sous-rétention, risque de se propager rapidement de l'autre côté du rack. Ce sont donc 2 zones qui seraient touchées a minima.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de définir et mettre en œuvre les dispositions nécessaires permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> * un engagement en toute sécurité des ESI ; * une mise en œuvre cohérente avec la cinétique du scénario * mettre à jour la fiche réflexe en conséquence. De la même manière, il convient au besoin de réviser les autres stratégies d'intervention pour tenir compte des flux thermiques émis. <p>La mise à jour du POI en conséquence est demandée sous 3 mois.</p> <p>La prescription susvisée de l'arrêté préfectoral doit être modifiée lors d'une prochaine mise à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2015, article 7.7.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction, les eaux d'une pluie vicennale et d'eaux de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 500 m³, défini à l'article 7.6.4 du présent arrêté, avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 500 m³, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.</p> <p>L'exploitant doit justifier que les caractéristiques du dispositif de confinement des eaux incendie résiste au flux thermique des accidents identifiés dans l'étude de dangers ou démontrer que son implantation se situe hors des zones d'effet thermiques.</p> <p>Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le parc extérieur dispose de 5 sous rétentions. Les eaux pluviales et/ou eaux d'extinction incendie</p>

sont ensuite dirigées vers 2 cuves déportées situées derrière le mur coupe-feu du parc. Un système de trop-plein envoie les effluents dans le réseau d'eaux pluviales du site qui rejoint ensuite le réseau d'eaux pluviales de la commune.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique ne pas disposer de moyens l'alertant sur le niveau de remplissage de ces cuves. **L'exploitant doit veiller, en conditions habituelles, à la surveillance des niveaux des rétentions afin de garantir leur pleine capacité en cas de sinistre et le cas échéant, la mise en œuvre le plus rapidement possible de l'isolement du réseau.**

Concernant la gestion des eaux d'incendie, la fiche réflexe n°5 indique que le chargé d'évacuation ferme la vanne d'isolement des eaux pluviales en fin d'évacuation. La fermeture manuelle a été testée et est opérationnelle. Cette vanne n'est pas automatique, d'où l'intérêt de prévoir dans le POI, l'isolement du réseau au plus tôt.

La fiche réflexe 6 précise le mode opératoire de détournement des eaux d'incendie vers la cuve de rétention du site de 500m³, via une pompe thermique.

En théorie, l'exploitant indique qu'un agent se place au niveau de la fosse afin de surveiller l'arrivée des eaux et mettre en route la pompe thermique; l'évacuation n'ayant pas été simulée, ce point n'a pu être vérifié. Néanmoins, la fiche réflexe n'étant liée à aucun scénario du POI, l'inspection s'interroge sur les acteurs en charge de la mise en œuvre de cette action et sur l'articulation de cette fiche réflexe dans la cinétique de la défense mise en œuvre par l'exploitant. En outre, l'inspection s'interroge sur l'activation de cette pompe hors période d'activité. En effet, le scénario hors heures ouvrées mettant en œuvre le SDIS, il convient que l'exploitant soit présent sur place rapidement afin de veiller au détournement des eaux.

Pour finir, la fiche réflexe 6 mentionnée ci-dessus ne précise pas si l'agent devant intervenir sur la pompe serait équipé d'ARI en cas de fumées d'incendie. L'exploitant indique que l'hypothèse que le poste de pompage se retrouve sous les fumées d'incendie n'a pas été envisagée à ce jour ;

L'inspection invite donc l'exploitant à revoir les modalités de mise en œuvre du dispositif de contournement des eaux d'extinction incendie et à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'une part de garantir le déploiement du dispositif en cas de sinistre le plus rapidement possible et d'autre part de garantir la sécurité du personnel en charge de son activation

Par ailleurs, les services de secours alertent l'exploitant, au vu des dimensionnements observés (canalisations de rejets des eaux / envoi vers cuve de stockage), sur les difficultés probables d'aspiration en cas de réel sinistre. En effet, il a été constaté que la canalisation d'eaux pluviales arrivant au poste de relevage est de plus faible dimension que la canalisation alimentant la cuve depuis le poste de relevage. De ce fait il est nécessaire de veiller au remplissage du poste de relevage avant d'activer la pompe. Au cours d'un événement, l'exploitant risque donc de devoir arrêter et redémarrer l'équipement à de multiples reprises afin de ne pas l'endommager.

L'exploitant doit donc s'assurer du bon dimensionnement du dispositif en place. A défaut, des actions correctives doivent être mises en place.

Pour finir, l'exploitant indique que la pompe est testée tous les trimestres. L'inspection et le SDIS alertent sur la fréquence de test qui n'est pas adaptée à ce type d'équipement. Les tests doivent être réalisés de manière plus régulière. Par ailleurs, les modalités de tests doivent correspondre aux modalités de fonctionnement de l'équipement en cas de sinistre. Dans le cas présent, les multiples sollicitations de marche/arrêt doivent être testées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant sous un **délai de 3 mois** :

- de prendre les dispositions nécessaires pour garantir le maintien des capacités de rétention en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation ;
- de revoir les modalités de mise en œuvre du dispositif de contournement des eaux d'extinction incendie et de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'une part de garantir le déploiement du dispositif en cas de sinistre le plus rapidement possible et d'autre part de garantir la sécurité du personnel en charge de son activation
- de justifier de l'adéquation des conditions de tests de la pompe de relevage des eaux d'incendie avec les conditions de fonctionnement en réel lors d'un événement
- de justifier du bon dimensionnement de la pompe de relevage des eaux d'incendie, et le cas échéant de mettre en œuvre 'un plan d'actions correctives visant à assurer le détournement des eaux de manière efficace

En outre, l'inspection demande à l'exploitant de compléter et **mettre à jour son POI** en tenant compte des constats énoncés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois